

que les nouveaux rythmes sont une "carte à jouer" pour le sport territorial, constate Damien Bugnon, président régional de l'Andiiss, à condition d'y associer tous les partenaires - collectivités, Education nationale, associations et... un chronobiologiste».

Les grands témoins de la journée d'étude l'ont bien illustré grâce à deux démarches différentes: la communauté d'agglomération de Belfort qui a opté pour les cours le mercredi matin et la ville de Montbéliard qui a choisi le samedi matin. La manifestation a rapidement donné la priorité à

comme sur le budget sont variables d'une collectivité à l'autre. «Nous sommes conscients que nos objectifs sont l'équilibre et la satisfaction des enfants. Ils ne sont réalisables que par des démarches souples et décloisonnées entre les enseignants, les agents municipaux et les partenaires associatifs, notamment sportifs», a conclu Damien Bugnon. Il fera remonter ces expériences de terrain lors des journées d'étude nationales de l'Andiiss les 26 et 27 mars à Agde (Hérault) à l'occasion des 50 ans du réseau national du sport territorial.

Andev

Rythmes scolaires, acte II

Il sera encore question de rythmes scolaires. Ce 30 janvier, à Reims (Marne), à l'initiative de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev) et de la délégation régionale du CNFPT. «Aujourd'hui, on a dépassé le cap de l'organisation horaire, constate Ornella Del Giudice, secrétaire nationale chargée du réseau régional et référente de pôle de compétences "rythmes de l'enfant, jeunesse". On entre dans la phase de la mise en place de terrain, qui suscite des attentes fortes de la profession.»

Et Ornella Del Giudice d'inviter les responsables des services municipaux ou communautaires de l'éducation, de l'enseignement, des affaires scolaires, de l'animation, de l'enfance et de la jeunesse, ou tout service impliqué dans la mise en œuvre de la réforme à venir écouter les témoignages de collègues qui pourront dresser le bilan d'un trimestre complet d'expériences. Ajuste-

ments aux solutions déjà appliquées, problèmes spécifiques aux communes rurales, impacts sur les établissements publics gérant le périscolaire, etc., les débats ne gommeront pas la diversité des territoires. «Les échanges n'éluderont pas, non plus, la question récurrente des maternelles, annonce Ornella Del Giudice, à savoir: quelle organisation pour s'adapter aux rythmes de l'enfant et se coordonner avec l'école élémentaire?»

OBJET

Mutualiser les pratiques, apporter une réflexion collective sur l'évolution du cadre réglementaire et sur l'organisation de l'action éducative locale et nationale.

CONTACT

**Ornella Del Giudice, secrétaire nationale chargée du réseau Nord-Est,
email: ornella.delgiudice@mairie-reims.fr**

L'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales (Acofis) et l'institut régional du travail social de Poitou-Charentes organisent, le 19 février à Poitiers, un colloque intitulé «jeunesse de rues: pratiques, représentations et réactions sociales». Ils bénéficient d'un partenariat avec le réseau thématique «normes, déviations et réactions sociales» de l'Association française de sociologie.
Site internet: www.acofis.org

Restauration collective Les excédents de bio cherchent acquéreurs

L'Agores, association des responsables de la restauration municipale, lance un appel à participation aux collègues franciliens pour la création d'une plateforme d'approvisionnements en produits bios et locaux. En partenariat avec la société Vivrao, un questionnaire est mis en place afin d'étudier la faisabilité de ces échanges en ligne entre les producteurs bios de l'Ile-de-France cherchant des débouchés pour des excédents occasionnels et les professionnels de la restauration.

Site internet: www.agores.asso.fr

Page réalisée par Danielle Van Santen